

Discours prononcé par Michel Boutant,
Sénateur de la Charente, Président du Conseil général
Lors du Budget Primitif 2011
Réunion du Conseil Général
Jeudi 16 décembre 2010

Mesdames, Messieurs,
Chers collègues,

Nous voici réunis à quelques jours seulement des fêtes de fin d'année, pour travailler à l'élaboration du budget 2011. Nous nous sommes retrouvés ici même il y a un peu plus d'un mois, le 29 octobre exactement, pour débattre ensemble des orientations budgétaires. Il nous faut désormais passer à l'acte et - en tenant compte des constats réalisés et de vos remarques - bâtir un bon budget, qui nous serve de guide tout au long de l'année 2011.

J'ai voulu - je le répète - que nous soyons libérés de cet exercice difficile le plus tôt possible. Je préside pour la septième fois cette séance primordiale de construction budgétaire et tiens à redire ici tant la passion qui m'anime, à travailler ainsi pour la Charente, que le plaisir que j'ai de le faire avec vous, de partager avec vous, de débattre, la plupart du temps, dans un bon esprit.

Un mandat complet, un mandat un peu rallongé, mandat de sept ans s'achève en quelque sorte de cette façon, avec le vote du budget 2011, et j'avais à cœur de commencer par vous remercier, toutes et tous de votre engagement, de votre implication au service des Charentais et du département de la Charente.

*

* *

En d'autres temps, dans d'autres collectivités, j'ai connu des périodes qui, sans être fastes, ont autorisé quelques risques, quelques audaces. Et beaucoup comme moi, élus depuis 15 ou 20 ans, se souviennent des périodes de croissance qui offraient au bon gestionnaire la capacité de porter d'importants projets de développement pour sa commune, pour sa communauté de communes, pour le Département.

Le vote du budget, ici même, se déroulait sans stress. Nous n'en étions pas aux « fonds de tiroirs », et débattions une semaine entière de petites choses, parfois de grandes et - comme on dit - entre amis : « il n'était jamais ou presque question d'argent entre nous ! »

Ce temps est révolu.

Et je n'ai pas eu à le connaître ou presque en tant que Président de cette institution. J'ouvre aujourd'hui un nouveau budget de crise et regrette tout comme vous je l'imagine, d'avoir vu notre capacité à agir, s'étioler, se réduire. Les règles du jeu ont changé et très vite, par manque de moyens, par manque de ressources, par la volonté de l'Etat aussi ! qui a clairement souhaité restreindre notre rôle, nous avons dû réduire les voiles pour nous adapter.

Croyez bien toutes et tous ici, que ce n'est pas sans une certaine douleur qu'une à une j'ai réduit toutes nos sources de dépenses,

que c'est dans la douleur que j'ai contraint les services à se censurer, à brider parfois leur désir d'action.

L'économie - j'entends par là la réduction des dépenses - ne me met pas en joie... bien au contraire.

Je ne suis pas un pingre, pas un décroissant, pas un ascète !

Et bien qu'un peu tendu, un peu têtu, peut-être trop rigoureux sur les questions budgétaires, j'ai toujours pensé que la dépense publique, l'investissement public, étaient absolument nécessaires au développement et donc à l'amélioration de la qualité de vie.

Ainsi, la Charente n'a-t-elle pas seulement besoin d'être bien gérée, d'aligner des comptes au cordeau, mais aussi de projets de développement, d'actions nouvelles, de défis nouveaux, de rêves pour quoi pas !

Je crois bien connaître ce Département, ce territoire que plus de deux siècles d'histoire ont forgé et je garde pour chacun de ses quartiers pourrait-on dire, pour la Grande Champagne, pour la Charente-Limousine, pour la Vallée de la Tardoire comme pour celle du Né, pour Angoulême ou pour Cognac, pour chacun de ses beaux pays, la même volonté ferme de développement.

L'histoire de la Charente me passionne et je suis hanté par chacun de ses reculs, ces périodes vous savez :
de phylloxéra,
d'exode rural,
de guerre,
et durant lesquelles notre département a fait plusieurs pas en arrière, perdant richesse, population, réputation.

Je me sens avec vous, avec les Maires, avec les Présidents de Communautés de communes, avec les Présidents de Pays, avec tous les élus comme l'un des garants du bien-être de la population charentaise, comme l'un des garants de la richesse, de la réputation de ce modeste bout de France qu'est la Charente.

La réduction des dépenses, lorsqu'elle conduit à enterrer tous les rêves, et donc tous les espoirs, n'est pas une politique - ou alors celle d'un grincheux désabusé - ce qu'évidemment je ne crois pas être, ce qu'un Président ne peut pas être.

Ainsi n'ai-je réduit les dépenses, en particulier, les dépenses de fonctionnement, que dans le but de maintenir notre capacité d'investissement.

Je n'ai pas accepté malgré la décentralisation acte II, malgré le désengagement de l'Etat, malgré la crise, malgré la baisse du produit des droits de mutation, que notre institution, le Conseil général, ne devienne une machine sans âme, ne soit réduit comme beaucoup d'administrations à gérer des procédures toujours plus complexes et à distribuer des kilos de papiers et quelques soutiens.

Voilà le sens que j'ai donné à l'économie.

J'ai voulu qu'elle nous sauve...

qu'au bout des restes de chandelles collectées, des euros économisés, il y ait encore et toujours, un projet de dépense ! un projet d'investissement attendu, nécessaire, solidaire, audacieux même souvent ! pour la Charente.

C'est en économisant quelques sous sur le fonctionnement du service « intérieur », sur la communication, que nous avons créé et financé, les 4000 bourses attribuées aux étudiants méritants et modestes.

C'est en réduisant nos dépenses internes, nos recours aux audits, aux cabinets externes, nos frais de mission, que nous avons pu financer 16 nouveaux postes d'assistants informatiques dans les collèges.

C'est en contrôlant avec rigueur, avec soin, l'attribution de nos aides, que nous avons trouvé le moyen d'investir, beaucoup plus lourdement que cela n'était fait avant, dans la rénovation des maisons de retraite, dans l'hébergement des personnes handicapées, dans l'aide aux familles et à l'enfance...

Et comme cela ne suffisait pas encore, pas encore pour soutenir tous les bons projets qui nous étaient proposés par les communes, par les Communautés de communes, par le monde associatif, alors - par deux fois - j'ai demandé aux contribuables Charentais, à la fois aux ménages et aux entreprises, de nous aider.

Ainsi aurons-nous - sept années durant - tous ensemble ici - combattu le manque d'argent, le manque structurel de ressources par tous les moyens et dans un seul but :

maintenir la Charente en mouvement, offrir en dépit de ces circonstances difficiles, la perspective d'une Charente solidaire, d'une Charente en progrès, d'une Charente en développement.

*

* * *

La crise, qui n'a pas encore fait de nous des misérables, nous invite au combat. Il nous faut dans ces temps être **astucieux** et - pardonnez-moi cette expression triviale - « **forts en gueule** ».

Astucieux vous l'avez sans aucun doute été, et je vous remercie aussi pour cela, pas uniquement mes Vice-présidents, mes amis, tous si méritants, pas uniquement les Directeurs et Chefs de services qui, dans un bon esprit, ont fourni un effort nouveau, mais vous tous, élus de la Majorité et de l'Opposition, qui d'année en année, de réunion de commissions en réunion de commissions, de budget en budget, avez contribué à l'adaptation, à la mue de l'institution départementale.

« **Fort en gueule** », je pense l'avoir été en votre nom très souvent. Oui, à défaut de moyens, de moyens pour payer, il faut se faire entendre, il faut se battre, crier à l'injustice, réclamer jusqu'à en faire trop parfois !

Il faut ruser et manifester, négocier et communiquer.

Et je retiens - je retiens entre autres - que notre colère, notre colère exprimée en cœur, a produit 196 millions d'euros d'investissement sur les routes nationales charentaises, au terme d'une négociation ardue, dont le point de départ fut le refus de participer au financement d'une infrastructure nationale, la LGV.

196 millions que l'Etat, que j'ai toujours respecté mais devant lequel je ne me suis jamais couché, a exceptionnellement - vous vous souvenez - exceptionnellement accepté d'investir en Charente, dans le cadre du Programme de Modernisation des Itinéraires routiers (PDMI).

En d'autres temps, plus faciles il est vrai, le Département avait, je le rappelle, accepté de prélever dans la poche des Charentais, 67 millions d'euros pour financer les routes nationales, 67 millions d'euros qui avaient manqué aux routes charentaises, départementales, manqué à l'hébergement des personnes âgées ou des personnes handicapées, manqué aux collègues.

Le défaut d'argent nous a rendu indéniablement plus forts dans l'art de négocier, dans l'art de faire valoir nos droits et d'une certaine façon nous voilà plus puissants que ceux d'hier qui, dans le confort, acceptaient un peu vite tous les compromis.

*

* * *

Bientôt, La Rochefoucauld et Saint Claud seront déviées. La déviation de La Rochefoucauld sera ouverte dès lundi. Le contournement de Chabanais est engagé, l'Etat ne peut désormais reculer. La mise à 2 x 2 voies des routes nationales n'a jamais avancé à si bon rythme - même si l'on regrette que le chantier soit si long du côté du sud Charente - et je continuerai à me battre pour que nous rattrapions le retard accumulé au cours de ces dernières décennies.

Bientôt la LGV irriguera la Charente, rapprochera Angoulême de Paris et de Bordeaux et des dizaines d'autres départements nous en vient d'ores et déjà ce magnifique outil de développement.

Dans un autre domaine et à une autre échelle, le pôle Image, Magelis, poursuit son développement, suivant une stratégie habile et efficace en grande partie basée sur le développement d'une offre de formations spécialisées, d'un campus de l'image.

Citons encore l'effort réalisé pour équiper en haut-débit la Charente, en particulier la Charente rurale, abandonnée par les opérateurs. Il restait en Charente un peu plus de 1000 foyers à desservir. Dans quelques mois ce sera fait grâce à l'action du Conseil général.

Et parions donc ensemble que ces atouts exceptionnels promus, développés par toutes les collectivités locales charentaises et par le Département nous protégeront du recul, du « pas en arrière » auquel je faisais référence tout à l'heure et que nous devons combattre de toutes nos forces rassemblées.

*
* *

C'est cela aussi, le Conseil général - de plus en plus cela - la représentation d'une communauté, disposée à se faire entendre, le porte-voix de la Charente, le porte-voix de tous les Charentais.

Y a-t-il d'autres porte-voix plus efficaces ?

La Région porte-t-elle les projets charentais avec plus de force, les défend-elle avec plus d'efficacité ?

Les communes et communautés de communes, isolées, sans grands moyens souvent, aux intérêts divergents, peuvent-elles - séparément - porter plus efficacement la parole de Charente ?

N'est-il pas plus que jamais nécessaire de les rassembler, de leur permettre de s'exprimer « de concert »...

Et si c'est le cas, le Département n'est-il pas malgré ses ressources décroissantes le mieux à même de le faire ?

Je n'ai cessé de le penser, cessé de le dire ici et ailleurs.

La Réforme territoriale est un mauvais coup porté aux départements, en particulier, aux départements ruraux.

La Réforme territoriale, que bien entendu je n'ai pas votée - ni ma collègue Nicole Bonnefoy - , n'a pour objectif que de nous mettre en cage, un bâillon sur la bouche. Elle a été votée du bout des lèvres au Sénat - au terme de manœuvre honteuses - , adoptée grâce à trois voix seulement ...

Elle nous enfermera, tentera de nous faire taire sans respect pour ce que nous sommes, à la fois, je le disais, le garant du lien social, de la protection des modestes, du développement équilibré des territoires et le porte-voix de tous.

La Réforme territoriale, si 2012 ne l'annule pas, dressera ses barricades devant nous, parce que l'Etat se méfie de nous comme il se méfie du monde associatif, comme il se méfie de la majorité des collectivités territoriales. Collectivités territoriales qui n'entendent pas cela dit se faire déposséder de leur liberté acquise grâce à Gaston Defferre, grâce à Jean-Pierre Chevènement ou à Pierre Joxe, grâce à la Décentralisation...

Il me semble qu'ensemble nous avons pu démontrer ces dernières années et malgré les obstacles qui chaque année se dressaient devant nous, que le Département permet, à bonne échelle, autant de mettre en œuvre une vraie politique de solidarité, que de défendre et promouvoir un territoire avec efficacité.

Je reste persuadé que le travail du Département est un travail indispensable.

Et ainsi, comme le batelier des Géorgiques de Virgile, continuerai-je à « lutter (de mes rames) contre le courant du fleuve »*, ce grand courant « recentralisateur » et qui pourrait si nous ne luttons pas, nous engloutir tout entier.

*« Non aliter quam qui adverse vix flumine lambum remigiis subijit – Virgile, Georgiques, II, 201,202. »

Peut être que dans cette assemblée, certains collègues ne partagent pas ce point de vue car je sais que la droite n'est pas du tout de cet avis. Il y a quelques jours encore, le patron d'une formation politique importante en Charente, louait les vertus de la Réforme, de cette réforme qui veut nous faire disparaître.

Alors ! L'UMP avant tout ! le gouvernement avant tout ! avant le Conseil général ! avant le Département ! avant la Charente !

Moi je vous encourage à ne pas oublier la Charente, je vous encourage à toujours défendre son existence, son existence pleine et entière, c'est-à-dire avec un véritable pouvoir d'action,

Je vous encourage à ne jamais être tentés de l'abandonner, au prétexte de libéralisme, au prétexte de modernité, au prétexte d'économies et au prétexte d'un pseudo dogme, d'une amère potion anti-fonctionnaire, anti-administration, anti-service public.

J'ai relu un à un, ligne à ligne, chacun des rapports qui vont nous être présentés dans un instant.

Attachez-vous à les écouter. Concentrez-vous car au fond ils sont l'illustration parfaite de ce que nous sommes, parce qu'au fond

ils disent mieux que je ne peux le dire, pourquoi nous sommes un grand service public indispensable à la population,

ils disent tant nos difficultés à maintenir à bon niveau la solidarité et le partage, tant notre volonté, pour compenser, d'intervenir dans des secteurs qui ne sont pas les nôtres comme l'éducation nationale, la sécurité ou le développement économique, que notre foi en l'avenir, à l'amélioration encore et toujours de la qualité de vie de chacun des 350 000 Charentais.

Tout est là finalement.

Et ces deux jours seront encore comme une démonstration de notre utilité et de notre rôle.

Merci.

Michel Boutant
Sénateur de la Charente
Président du Conseil général